

Lettre ouverte aux prescripteurs de la transition énergétique

Alerte sur le risque d'augmentation des émissions de CO₂

en conséquence de la transition énergétique

L'ensemble de l'humanité et l'essentiel de la vie sur Terre font désormais face à des perturbations climatiques aux impacts de plus en plus graves et globaux. Dans l'objectif de réduire les émissions de CO₂, les pays les plus engagés dans la lutte contre les perturbations de la biosphère défendent le développement des énergies dites de substitution (ENS : essentiellement éoliennes, panneaux photovoltaïques et centrales nucléaires).

Cependant, l'exploitation du pétrole, du charbon et du gaz ne fléchit pas à l'échelle mondiale, seule échelle pertinente pour la préservation du climat. Les énergies dites de substitution sont même déjà utilisées afin de maximiser l'extraction des hydrocarbures et d'en réduire les coûts. La promotion des ENS fait désormais partie intégrante de la communication de l'industrie des énergies fossiles, qui légitime parfois la prolongation de leur exploitation *au titre de la transition énergétique*.

De plus, à ce jour, il n'existe aucune démonstration qu'il soit possible, pour des sociétés thermo-industrielles, de substituer les formes d'énergie contenues dans le vent (cinétique), dans le rayonnement solaire (électromagnétique) ou dans les atomes (force de cohésion des nucléons) à celle présente dans les hydrocarbures (chimique). En effet, les ambitions de substitution des énergies ne s'appuient que sur des modèles, des scénarios, des simulations, qui sont autant de *récits* sur l'avenir, qui ne peuvent en aucun cas faire office de preuve. Par ailleurs, ces études *présupposent* que les sociétés thermo-industrielles peuvent s'organiser à partir des formes d'énergie provenant du vent, du rayonnement solaire ou des atomes. Ce présupposé ne fait pas partie des *connaissances* scientifiques.

Face à ce constat, et compte tenu des enjeux écologiques et économiques, obtenir des garanties quant à la possibilité de réaliser une transition énergétique s'impose. Cette lettre ouverte est une invitation à relever les *nouveaux défis de la transition énergétique* :

- **Solliciter la communauté scientifique afin de rechercher ou produire les études qui garantiraient que la substitution des énergies est possible,**
- **Si ces études ne pouvaient être trouvées ou produites, solliciter responsables et décideurs afin d'engager un *moratoire sur la transition énergétique*.**

Les productions scientifiques garantissant que la transition énergétique est possible peuvent être diffusées par tous moyens, et/ou être transmises à l'adresse : contribution@defienergie.tech, elles seront ensuite relayées sur le site [Défi énergie](http://www.defienergie.tech) et ses réseaux. En l'absence de garanties sur la substitution des énergies, demander un moratoire semble nécessaire afin de prendre le temps de la réflexion collective et démocratique sur la transition. Il s'agit en particulier d'éviter que celle-ci contribue, paradoxalement, parce que nous en aurions mal anticipé les limites, à *augmenter les émissions de CO₂*.

De la part de citoyens et citoyennes concernés.

Sources et informations complémentaires sur le site www.defienergie.tech